

# Valéry Giscard d'Estaing : le dernier des grands notables de la droite libérale

Pierre Bréchon

▶ **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Valéry Giscard d'Estaing : le dernier des grands notables de la droite libérale. 2020. halshs-03151466

**HAL Id: halshs-03151466**
**https://shs.hal.science/halshs-03151466**

Submitted on 24 Feb 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Valéry Giscard d’Estaing, le dernier des grands notables de la droite libérale

**The Conversation**, 3 décembre 2020, 08:34 CET



Pierre Bréchon, professeur émérite de science politique, Sciences Po Grenoble, Auteurs fondateurs The Conversation France



Le président Valéry Giscard d'Estaing, décédé mercredi 2 décembre des suites de la Covid-19. Jacques Demarthon / AFP

Valéry Giscard d’Estaing, décédé le 2 décembre des suites de la Covid-19 à l’âge de 94 ans, était l’héritier d’une grande famille de notables politiques, ayant occupé – de générations en générations – de nombreux postes dans la haute fonction publique et au Parlement.

À l'été 1944, le jeune Valéry, élève de classe préparatoire à Louis-le-Grand, participe à la Libération de Paris et s'engage dans la 1re armée française. À l'automne 1945, il reprend ses études et va intégrer Polytechnique d'abord, l'ENA ensuite.

Sorti dans la botte en 1951, il choisit l'inspection des finances. Après un bref passage en cabinet ministériel (comme directeur adjoint du cabinet d'Edgar Faure, président du conseil), il se présente aux élections législatives de 1956 et est élu à 30 ans député du Puy-de-Dôme, terroir d'ancrage familial. Il siège parmi les élus du Centre national des Indépendants et Paysans (CNIP), parti de droite conservateur et libéral, sans idéologie très construite.

Il vote l'investiture au général de Gaulle en 1958 et devient secrétaire d'État aux finances, en appui d'Antoine Pinay, ministre des Finances et des Affaires économiques. Il sait se faire apprécier dans les arcanes gouvernementales et devient ministre de l'Économie et des Finances en 1962. Il crée alors les Républicains indépendants, groupe issu du CNIP mais qui, à la différence d'une grande partie de ses élus et de toute la classe politique traditionnelle, continue de soutenir de Gaulle : il est favorable à l'élection du président de la République au suffrage universel direct, ce qui donne une nouvelle dimension à la Ve République.

# La route vers la présidentielle

Ayant mené une politique de rigueur budgétaire qui mécontente une partie de l'opinion, Valéry Giscard d'Estaing n'est pas renouvelé dans ses fonctions ministérielles début 1966, ce qui lui permet d'affirmer une stratégie de « oui, mais » à la majorité gaulliste. Il souhaite un fonctionnement plus libéral des institutions, une politique économique plus moderne et davantage de construction européenne.

Il veut avec cette attitude de soutien critique renforcer progressivement le poids des Républicains indépendants dans la majorité pour devenir le fédérateur d'une future majorité allant de la droite au centre. En 1969, lorsque le général de Gaulle organise un référendum sur la réforme des régions et du Sénat, il prône l'abstention ou le vote négatif, contribuant ainsi à la démission de De Gaulle. Pendant le mandat de Gorges Pompidou (1969-1974), il retrouve le ministère de l'économie mais continue à jouer sa partition en faveur d'une majorité élargie, ouverte aux centristes.

Lors de la présidentielle de 1974, ayant renforcé son influence dans la majorité, il estime son heure venue. Il fait campagne sur les besoins de changements, sans les risques du programme commun de la gauche. Il supplante très largement au premier tour le gaulliste Jacques Chaban-Delmas. Il est élu au second tour – à seulement 48 ans – dans un scrutin très serré contre François Mitterrand.


Nouveau président élu en 1974. AFP

La stratégie du leader des Républicains indépendants de phagocytage progressif de la majorité gaulliste et de construction d'une candidature présidentielle crédible, lancée dès 1962, a donc abouti avec d'ailleurs le soutien – provisoire – de Jacques Chirac et d'une partie des gaullistes qui ont lâché leur propre candidat.

## Un septennat, des réformes et une « société libérale avancée »

Le début de son septennat va être marqué par de nombreuses réformes. Il veut symboliser le changement par un style plus simple et décrispé, ce qui se traduit par la médiatisation de repas dans des familles de catégories moyennes ou populaires.

Il instaure pour la première fois un ministère de la condition féminine et impulse plusieurs réformes sociétales importantes. L'âge de la majorité, électorale et civile, est abaissé à 18 ans, ce qui est une manière de reconnaître l'importance de la jeunesse. L'avortement est légalisé, ainsi que le divorce par consentement mutuel. Les contraceptifs seront remboursés par la Sécurité sociale. Les réformes touchent aussi les institutions. Il élargit notamment la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel pour s'opposer à la promulgation d'une nouvelle loi, ce qui renforce le pouvoir de l'opposition.

Il instaure aussi l'élection d'un maire pour la ville de Paris, celle-ci ne sera donc plus sous la tutelle de l'État. Il fait éclater le monopole de la radiotélévision (l'ORTF) en sept sociétés publiques autonomes. Il augmente fortement – à plusieurs reprises pendant son septennat – le minimum vieillesse. Il arrête l'immigration légale mais veut favoriser une politique

d’intégration conduite – pour la première fois – par un secrétaire d’État aux travailleurs immigrés.

Il précise sa conception de la société – une « société libérale avancée » – et son ambition pour la France dans Démocratie française (1976). L’État doit favoriser la croissance économique, il doit être au service du dynamisme des acteurs économiques et impulser de grands investissements industriels modernisateurs, comme le TGV ou la filière nucléaire.


Avec Jacques Chirac son premier ministre. AFP

Selon lui, le pays n’est plus clivé entre bourgeoisie et prolétariat, il est de plus en plus dominé par les classes moyennes salariées. Le pouvoir doit répondre aux aspirations de ce grand groupe central, en développant les libertés individuelles, en favorisant l’épanouissement personnel et la qualité du cadre de vie. Il faut « gouverner au centre ».

Beau programme, mais à partir de 1976, Valéry Giscard d’Estaing va devoir faire face à la dégradation de la situation économique, avec une forte inflation et une hausse spectaculaire du chômage. Le plan d’austérité mis en place par Raymond Barre, Premier ministre et ministre de l’Économie et des finances, instaure un blocage provisoire des prix et une hausse des impôts des plus fortunés.

Pour réduire le chômage, le gouvernement finance des programmes de formation professionnelle. Il crée aussi le contrat de travail à durée déterminée (CDD) au nom du libéralisme économique. Il freine les possibilités de regroupement familial des immigrés et met en place des mécanismes de retour au pays, volontaire ou forcé. La popularité du président souffre fortement de cette crise économique qu’il ne parvient pas à maîtriser.

Dans le même temps, le président Giscard d'Estaing doit affronter des critiques de plus en plus fortes des partisans de Jacques Chirac et de la gauche, dont l'union est pourtant chancelante. Il réussit cependant à garder une majorité à l'issue des élections législatives de 1978 et même à renforcer le poids du centre et de la droite libérale, réunie dans l'Union pour la Démocratie française (UDF), fédération de partis qu'il lance à la veille des élections.

## La politique européenne et la fin de l'aventure présidentielle

Les débats internes à la majorité se jouent notamment sur la politique européenne. Giscard d'Estaing a toujours été un chaud partisan de la construction européenne. Il a d'ailleurs, dès son élection, agi pour renforcer la gouvernance européenne, en initiant la création du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement et en oeuvrant pour un système monétaire européen.

Il a aussi soutenu l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct dont le RPR craignait une dérive supranationale. Ses efforts ont été couronnés de succès puisque, dans les urnes européennes, la liste UDF conduite par Simone Veil devance largement celle du RPR, après une campagne clivée entre partisans d'une Europe renforcée et plus intégrée et adeptes d'une Europe des nations.

Aux difficultés économiques qui s'aggravent à la fin de son septennat (second choc pétrolier, crise de la sidérurgie, chômage toujours croissant, forte inflation) s'ajoutent des mises en cause plus personnelles, centrées principalement sur le don de diamants par l'empereur centrafricain Bokassa, diamants qui se sont révélés ultérieurement de moindre valeur qu'annoncée.

Souhaitant exercer un second mandat présidentiel, il est à nouveau opposé à François Mitterrand au second tour. Il est battu et vivra assez mal cet échec au profit d'une gauche qu'il déteste, trahi par certains responsables gaullistes qui ont préféré faire voter pour le candidat de gauche. Après 23 ans de République gaullienne, il aura incarné une « petite alternance », au nom d'un libéralisme de centre droit.


Battu par François Mitterrand en 1981. AFP

Il ne renonce pas à la politique et repart à la conquête du pouvoir par l'implantation locale. Il est élu en 1982 conseiller général du Puy-de-Dôme dans son fief de Chamalières (dont il avait été maire de 1967 à 1974), puis en 1984 il redevient député de ce département, mandat qu'il exercera jusqu'en 2002 (simplement interrompu de 1989 à 1994 du fait de son mandat de député européen). Il est aussi président de la région Auvergne de 1986 à 2004.

Son retour en politique passe aussi par un nouvel essai : « Deux Français sur trois » (1984) qui prolonge son ouvrage-programme de 1976. Il le dit lui-même : « C'est l'objet de ce livre : concevoir un dessein national conciliant la générosité et l'efficacité et répondant aux aspirations de deux Français sur trois. Je veux servir la cause d'une France libérale et réconciliée ».

Il renonce pourtant à de se représenter à l'élection présidentielle de 1988, jugeant ses soutiens insuffisants, mais il anime la campagne de la majorité aux élections législatives qui suivent. Il conduit une liste d'union UDF-RPR aux élections européennes de 1989. Il exerce la présidence de l'UDF de 1988 à 1996, la fédération de partis qu'il avait fondée en 1978, contribuant notamment à un rééquilibrage entre RPR et UDF aux législatives de 1993, gagnées par les deux partis. Il hésite aussi à se représenter à la présidentielle de 1995 mais renonce à nouveau pour les mêmes raisons qu'en 1988. En 1999-2000, il réussit à imposer à Jacques Chirac, président de la République, la réduction du mandat présidentiel à 5 ans.

# Référendum

En 2001, il est choisi comme président d'une commission européenne, chargé de préparer un traité constitutionnel pour l'Union. Il est alors au centre des négociations sur la Constitution européenne et s'engage ensuite activement dans le soutien en faveur du oui au référendum

français sur ce projet. Très favorable à un approfondissement de l'intégration européenne, il est très réticent à l'égard des élargissements successifs de l'Union, qui en transforment selon lui la nature.



Devant le Parlement européen en 2009. Patrick Hertzog/AFP

Battu aux élections régionales de 2004 et n'exerçant plus de fonctions électives, il va siéger au Conseil constitutionnel, dont il était membre de droit depuis 1981 en tant qu'ancien président de la République. Ce qui l'oblige à un certain devoir de réserve dont il sort pour soutenir Nicolas Sarkozy à la présidentielle de 2007 plutôt que le centriste François Bayrou. Il est élu à l'Académie française en 2004 et écrit plusieurs romans, pas très bien reçus par les critiques.

Valéry Giscard D'Estaing restera le symbole d'un grand héritier qui a su secouer une France traditionnelle et impulser une modernisation libérale ouverte sur l'intégration européenne.